

Urgences hospitalières : dangereux mirages sécuritaires

lundi 23 septembre 2013, par [DELAVIGNE Jean-Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 19 septembre 2013).

Un véritable feuilleton « Marseille capitale de la violence » a occupé la « une » des médias pendant l'été. L'hôpital n'a pas échappé à cet emballement politico-médiatique.

En réponse, l'assistance publique hôpitaux de Marseille (APHM) vient de faire connaître le 9 septembre une liste de « 30 mesures » contre l'insécurité à l'hôpital. Celles-ci vont de la vidéo-surveillance au renforcement des patrouilles de police, en passant par la fermeture nocturne des entrées. Elles ne font souvent que reprendre des propositions déjà censées s'appliquer et restées sans effet.

Au-delà de faits divers spectaculaires, insultes, « incivilités », voire agressions physiques, sont effectivement devenues le lot commun des personnels des urgences, à Marseille comme dans toutes les grandes villes. Elles ajoutent un stress supplémentaire à des conditions de travail déjà insupportable. Et c'est à juste titre que les personnels exigent de ne plus travailler « la peur au ventre ». Encore faudrait-il s'attaquer aux causes qui engendrent cette situation et qu'évitent délibérément les discours et réponses sécuritaires.

Graines de violence...

Le terreau des violences que subissent les personnels, se trouve en effet pour une large part dans l'impuissance d'un hôpital soumis aux politiques libérales d'austérité. Qui parle de la violence que constitue pour les patients et leurs familles des heures d'attente, sur un brancard, dans un couloir, sans que personne n'ait le temps de s'occuper de vous, et des frustrations que tout cela engendrent ? Qui parle de la violence que constitue le renvoi chez eux de patients parce que les urgences « *ne font pas de la bobologie* » ? Qui parle de l'impossibilité de trouver un lit, faute de place, dans le service où la personne doit être admise ? Qui évoque l'absence de temps pour « prendre soin » de celui ou de celle qui souffre, quand le personnel doit être avant tout « rentable », et apporter une réponse « efficiente » dans le temps le plus court possible ?

S'attaquer aux causes de la violence aux urgences, ce serait d'abord faire que les urgences ne soient pas le seul lieu d'accueil de la détresse et de la demande de soin (fut-elle ce que certains appelle avec condescendance « bobologie » quand il s'agit de la mission essentielle du service public qu'est la prévention).

Pour cela, il faudrait un service de santé de proximité 24h/24, public et gratuit, dans les villes et les quartiers. Il faudrait cesser les restructurations hospitalières, et la fermeture des services d'urgence de proximité (en région ou comme à Paris-Hôtel Dieu), ce qui entraîne la surcharge des urgences des hôpitaux restants. Il faudrait accroître les effectifs hospitaliers pour permettre le temps de l'accueil et de l'écoute de tous. Il faudrait enfin en finir avec les suppressions de lits et de services, le travail à « flux tendu », et la course à la rentabilité du soin.

Cela veut dire mettre tout simplement un terme aux politiques d'austérité qui gangrènent les

services publics. Cesser par fatalisme de mener ce combat, pour se replier sur la demande de moyens sécuritaires, apparemment plus « audible », est une impasse pour les personnels et leurs organisations syndicales. Cela ne résoud rien, si ce n'est de frayer un chemin à l'extrême droite.

J.-C.-Delavigne

P.-S.

* Publié dans : Hebdo L'Anticapitaliste - 209 (19/09/2013). <http://www.npa2009.org/>